

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **UP SGI ULTRAPROPRETE SEYSSINET 2**

20 rue de la Tuilerie – ZI la Tuillerie II  
38170 Seyssinet-Pariset

Références : 2024- Is005T4  
Code AIOT : 0003202258

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2024 dans l'établissement UP SGI ULTRAPROPRETE SEYSSINET 2 implanté 20 rue de la Tuilerie 38170 Seyssinet-Pariset. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UP SGI ULTRAPROPRETE SEYSSINET 2
- 20 rue de la Tuilerie 38170 Seyssinet-Pariset
- Code AIOT : 0003202258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette inspection fait suite à la visite de l'inspection du 28 septembre 2023 et à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DDPP DREAL UD 38 - 2022- 05 - 16 du 27 mai 2022 pris par M. le Préfet concernant l'application des prescriptions :

- Confinement des eaux incendie – dimensionnement - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2020 article 8.4.3.III - délai : 9 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

- Confinement des eaux incendie – consigne - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article 20.III - délai : 9 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suite mise en demeure 2023 - confinement eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 16/04/2020, article 8.4.3.III	Astreinte de 50 euros	À compter du 03 juin 2024
2	Suite de mise en demeure 2023 - Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	Astreinte de 50 euros	À compter du 03 juin 2024

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La DREAL a constaté que l'exploitant a avancé dans la réalisation des travaux pour se mettre en conformité au niveau du confinement des eaux d'extinction incendie. Néanmoins, le système n'est pas opérationnel, car le bassin de confinement n'est pas isolé du réseau public des eaux de pluie. L'exploitant envisage d'installer un obturateur mais l'emplacement présenté le 2 février à la DREAL ne répond pas à la prescription 8.4.3. III de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2020.

Par ailleurs, M. DIMITRIJEVIC a quitté ses fonctions au sein de CLEANPART et une partie de son activité a été reprise par M. Christophe COMBETTES, responsable du site CLEANPART dont la mise en conformité du site et la reprise des actions correctives,

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suite mise en demeure 2023 - confinement eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2020, article 8.4.3.III
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion du risque de pollution accidentelle
<b>Prescription contrôlée :</b> Stockages et rétentions – Rétentions des eaux d'extinction.  L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incident, y compris les eaux d'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement d'un volume minimal de 130 m <sup>3</sup> .  Le confinement des eaux à l'intérieur du bâtiment est conditionné aux points suivants:  * Tous les regards situés à l'intérieur du bâtiment seront condamnés ou un dispositif de coupure (vanne, obturateur) les maintiendra isolés du réseau des eaux pluviales.  * Le système de commande de la fermeture devra être maintenu opérationnel même en cas de défaut de l'alimentation électrique. L'exploitant procédera utilement à la mise en place d'un dispositif de défense active garantissant l'efficacité du système dans les conditions de la perte des utilités.  * La hauteur d'eau à l'intérieur du bâtiment ne devra pas excéder 20 cm et l'exploitant est en mesure de garantir que le volume de rétention est suffisant au regard de cette contrainte.  Il est interdit d'utiliser comme rétention les voiries de dessertes ainsi que celles destinées à la circulation des engins et des personnels des équipes de secours.  Les quais de chargement ne peuvent qu'exceptionnellement servir de rétention. Dans ce cas, la hauteur maximale ne peut pas excéder 20 cm.  Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés très rapidement et en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> <i>"Rappel du contexte : Lors de la précédente inspection réalisée le 24 mars 2022, l'arrêté de mise en demeure n° DDPP-DREAL-UD38-2022-05-17 du 27 mai 2022 a été pris pour cette prescription. Le rapport de l'inspection du 13 avril 2022 indique que : « L'exploitation ne possède pas de système permettant de confiner les eaux d'extinction d'incendie. • Suite à la crise sanitaire et au manque de matières premières, l'exploitant explique à la DREAL qu'il a du mal à trouver un maçon pour réaliser les travaux nécessaires. • L'exploitant possède un devis, mais le maçon ne pourra pas intervenir avant environ 9 mois. L'exploitant présente un mail d'échange avec le maçon datant du 23-03-2022 à la DREAL. » Lors de l'inspection du 24 mars 2022, l'exploitant a informé la DREAL que les travaux pour la réalisation de la rétention pour le confinement des eaux d'extinction incendie sont commandés depuis le 7 octobre 2022 à la société de SEBB. Ces derniers ont réalisé la partie maçonnerie de la rétention (mise en place de muret en béton) mais</i>

*n'ont pas encore posé la barrière « levante » permettant l'isolement des eaux d'extinction incendie. Par ailleurs, L'exploitant a montré à la DREAL ses échanges électroniques avec le professionnel et a également fourni une attestation de commande de travaux datant du 26 septembre 2023, ainsi qu'un document de la société MSEI attestant de la commande de barrières de rétentions et que l'installation de ces dernières seront réalisés courant le mois d'octobre.*

*L'exploitant a informé la DREAL que le procédé choisit est un système passif. Lorsqu'il y a présence de liquide au niveau de la barrière, celle-ci se lève systématiquement sous l'action de l'eau. Ce dernier ne requière pas d'alimentation électrique.*

*Par ailleurs, la DREAL demande à l'exploitant de mettre en place une procédure de maintenance annuelle pour s'assurer du bon fonctionnement de cette dernière.*

*De surcroît, pour compléter le volume de confinement et gérer les accidents de déversement lors du déchargement, l'exploitant a informé la DREAL qu'une cuve enterrée de 6 m<sup>3</sup> sera mise en place dans la zone de déchargement. Les travaux sont prévus pour le début de l'année 2024.*

*Par ailleurs pour isoler le réseau public de la zone de confinement, l'exploitant a indiqué que le système d'obturation des réseaux se fera par le gonflage d'un ballon dans le regard en amont du réseau public.*

*La DREAL demande à l'exploitant de s'assurer que le temps de gonflage de ce dispositif est suffisamment rapide pour isoler le réseau lors de la présence de liquide dans la rétention.*

*La DREAL demande à l'exploitant de mettre en place une procédure d'entretien annuel pour ce dispositif ainsi qu'un affichage indiquant son emplacement et la procédure de déclenchement.*

*La DREAL demande à l'exploitant de justifier que le volume de rétention total (sans compter le volume de la cuve de 6 m<sup>3</sup>) atteint 130 m<sup>3</sup>.*

*La DREAL a constaté l'avancement de la mise en conformité. De plus, l'exploitant a pu démontrer que le retard pris sur les travaux n'étaient pas de son fait, c'est pour cela qu'une inspection sera diligentée début 2024.*

*Pour autant, l'exploitant est en situation de délit pour non respect de la mise en demeure et se verra potentiellement appliquer des sanctions lors de la prochaine inspection."*

*Lors de l'inspection du 2 février 2024, la DREAL a constaté la mise en place de « deux barrières levantes ». Elles sont installées à l'entrée de la zone de dépotage et à l'entrée du bâtiment.*

*Néanmoins, l'exploitant a informé la DREAL que le système d'obturation n'est pas mis en place.*

*La DREAL a consulté le bon de commande édité par la société MSEI datant du 17 octobre 2023, sur lequel le fournisseur indique qu'il faut prévoir huit à dix semaines pour sa fabrication.*

*La DREAL a également pris connaissance du courriel de relance du 11 décembre 2023 émis par la société CLEANPART, du courriel de réponse du 12 décembre 2023 du fournisseur qui indiquait prévoir une installation de l'obturateur au début du mois de janvier 2024 ainsi que du dernier courriel de relance datant du 26 janvier 2024. Ce dernier est actuellement sans réponse.*

*Par ailleurs, lors des échanges il s'est avéré que l'exploitant envisageait de positionner l'obturateur sur la partie commune du réseau public des eaux pluviales, au risque d'empêcher l'évacuation des eaux de pluie des bâtiments voisins, et d'inonder leurs sites.*

*La DREAL demande à l'exploitant de présenter rapidement un plan d'action pour isoler ses réseaux du réseau public en cas d'accident et/ou d'incendie et de répondre à la prescription citée ci-dessus.*

*L'exploitant a indiqué à la DREAL que la commande des travaux prévus dans la zone de dépotage dont la mise en place de la cuve de 6 m<sup>3</sup> est faite. La société interviendrait du 4 au 15 mars 2024. Néanmoins, l'exploitant n'a pas pu présenter le document de commande le jour de l'inspection.*

L'exploitant a présenté à la DREAL la procédure provisoire de maintenance annuelle et trimestrielle pour certains points de la barrière d'isolement et de l'obturateur et a informé la DREAL que tout sera consigné dans le registre de sécurité. L'exploitant a informé la DREAL que la société MSEI réalisera un contrôle annuel dans le cadre de la garantie et qu'il pérennisera ce contrôle par la suite.

La DREAL demande à l'exploitant de justifier que le volume de rétention total (sans compter le volume de la cuve de 6 m<sup>3</sup>) atteint les 130 m<sup>3</sup> prescrits.

La DREAL a constaté l'avancement de la mise en conformité et l'investissement de l'exploitant, néanmoins tout n'est pas réalisé. L'exploitant est en situation de délit pour non respect de la mise en demeure.

Ainsi, il est proposé à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral d'astreinte administrative journalière de 50 euros dont l'échéance démarrerait au 3 juin 2024, si d'ici là les non-conformités ne sont pas résorbées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

## N° 2 : Suite de mise en demeure 2023 -Confinement des eaux d'extinction

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III

**Thème(s) :** Autre, Gestion du risque de pollution accidentelle

### **Prescription contrôlée :**

Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.  
Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

Les dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.

### **Constats :**

*Rappel du contexte : Lors de la précédente inspection réalisée le 24 mars 2022, l'arrêté de mise en demeure n° DDPP-DREAL-UD38-2022-05-17 du 27 mai 2022 a été pris pour cette prescription. Le rapport de l'inspection du 13 avril 2022 indique que :*

*« Il n'y a pas d'affichage puisqu'il n'y a pas de système de rétention. »*

Comme indiqué dans le constat n°1, le système de rétention est en cours de réalisation (la partie maçonnerie de la rétention est réalisée mais la barrière « levante » permettant l'isolement des eaux d'extinction incendie n'est pas encore posée). Par conséquent, le système de rétention n'est pas encore opérationnel. L'exploitant a indiqué à la DREAL qu'il fera mettre les consignes dès lors que les travaux seront achevés et que le confinement des eaux sera opérationnel.

La DREAL a constaté l'avancement de la mise en conformité. De plus, l'exploitant a pu démontrer que le retard pris sur les travaux n'étaient pas de son fait, c'est pour cela qu'une inspection sera diligentée début 2024 .

Pour autant, l'exploitant est en situation de délit pour non respect de la mise en demeure et se verra potentiellement appliquer des sanctions lors de la prochaine inspection.

Lors de la visite de la DREAL du 2 février 2024, la DREAL a constaté la présence de l'affichage provisoire de la procédure du fonctionnement de la barrière d'isolement et du futur obturateur à l'accueil du site.

Dans le constat précédent, La DREAL demande à l'exploitant de proposer un plan d'action et de revoir le positionnement de l'obturateur futur. La DREAL rappelle qu'il doit être opérationnel en toutes circonstances.

La DREAL a constaté l'avancement de la mise en conformité et l'investissement de l'exploitant, néanmoins tout n'est pas réalisé et les eaux d'extinction ne peuvent être isolées.

L'exploitant est en situation de délit pour non respect de la mise en demeure.

Ainsi, il est proposé à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral d'astreinte administrative journalière de 50 euros dont l'échéance démarrerait au 3 juin 2024, si d'ici là les non-conformités ne sont pas résorbées.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte